



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°73 – 28 juillet 2019

Combattre pour le socialisme fait connaître une nouvelle déclaration parue sur le site « Maghreb socialiste » le 25 juillet 2019.

Ils doivent tous partir !

**À BAS LE RÉGIME ! AUCUN DIALOGUE AVEC GAÏD SALAH ET SON GOUVERNEMENT
À BAS LA RÉPRESSION ! LIBÉRATION DE TOUS LES EMPRISONNÉS POLITIQUES !
POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE !**

**LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SE RÉCLAMANT DE LA CLASSE OUVRIÈRE (SYNDICATS ET PARTIS)
DOIVENT ROMPRE TOUTE FORME DE DIALOGUE AVEC LE RÉGIME, LA BOURGEOISIE ET SES
SUPPLÉTIFS !**

*En particulier, les dirigeants de la CSA et Merabet doivent rompre toute coopération avec le régime à travers un
"dialogue politique" qui ne peut viser qu'à la préservation du régime.*

CINQ MOIS DE MOBILISATION POUR EN FINIR AVEC LE RÉGIME MILITARO-POLICIER

Après cinq mois de manifestation, la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse n'a jamais aussi clairement exprimé son rejet du pouvoir.

Aujourd'hui, c'est aux cris de « *Dawla madania, machi askaria* » (État civil, pas militaire), de « *Y'en a marre des généraux* », « *Ya men âche ya men âche, Gaïd Salah fel Harach* » (Tôt ou tard, Gaïd Salah à la prison d'El Harrach).

Parmi les mots d'ordre scandés, une exigence : pas de dialogue avec le gang ! Très clairement, il s'agit pour la classe ouvrière et la jeunesse d'en finir avec le régime, avec la junte militaire et Gaïd Salah à sa tête pour que s'exerce enfin la souveraineté populaire pleine et entière et que soient garanties les libertés démocratiques.

LE POUVOIR RÉEL DÉTERMINÉ À LIQUIDER LE « HIRAK »

Lors de son discours du 10 juillet, Gaïd Salah a proféré des menaces explicites et sans ambiguïté contre tous les manifestants qui persistent à exiger le respect de la souveraineté populaire et un état civil, en déclarant :

« Ces présidentielles que nous considérons réellement comme la clé pour accéder à l'édification d'un État fort avec des fondements sains et solides. Un État que le Commandement de l'Armée Nationale Populaire œuvre résolument à atteindre dans des conditions de sécurité et de stabilité, en dépit des embûches que sèment sur son chemin certains de ceux qui répugnent le bon déroulement de ce processus constitutionnel judicieux, à l'instar des slogans mensongers, aux intentions et objectifs démasqués comme réclamer un État civil et non militaire. Ce sont là des idées empoisonnées qui leur ont été dictées par des cercles hostiles à l'Algérie et à ses institutions constitutionnelles. »

À travers ces propos, le chef d'état-major des armées s'exprime sans la moindre ambiguïté. Il s'agit bien pour lui **du renforcement d'un État fort, c'est-à-dire l'état militaro-policier vertébré par la hiérarchie militaire, le régime qu'a connu l'Algérie depuis 1962 !!!**

La présidentielle que GS exige constitue la clef de voûte de tout le dispositif qu'il entend mettre en œuvre !

Gare à tous ceux qui remettent en cause l'armée ou qui continuent à exiger un état civil, exprimant à travers ce slogan l'exigence de la satisfaction de leurs revendications en matière de libertés démocratiques.

Nous ne sommes pas loin de l'égypte du maréchal Sissi que Bensalah s'est empressé de rencontrer lors de la finale de la CAN.

Dans son discours, Gaïd Salah indique :

« Ceux-là qui considèrent le fait de porter atteinte à l'emblème national et manquer de respect au drapeau national, symbole des chouhada et source de fierté de toute la nation algérienne ; je dis que ceux-là mêmes qualifient ceux qui ont failli envers le peuple et la patrie de prisonniers politiques et de prisonniers de l'opinion. Est-ce raisonnable ? Se croient-ils aussi intelligents au point de pouvoir duper le peuple algérien avec ces inepties et ces manigances ? Croient-ils que le peuple algérien permettra à quiconque d'insulter son emblème national ? Ceux-là ne sont pas les enfants de ce peuple et ne savent guère sa vraie valeur, ni ses principes ou le degré de son attachement à son histoire nationale. C'est là la mentalité des corrupteurs, car un esprit impur génère une opinion impure et altérée, un comportement vicié et une attitude immorale. Telle est la nature des choses. »

Gare à ceux qui dans le cadre des manifestations expriment l'attachement à leur identité culturelle, en brandissant par exemple l'emblème amazigh !

Derrière ce propos, il s'agit de jeter les populations les unes contre les autres, de diviser les rangs des manifestants en ouvrant la voie aux pires provocations et à la répression, notamment contre les Kabyles qui ont déjà payé un lourd tribut en matière de répression et de « *hogra* ».

LA RÉPRESSION ÉRIGÉE EN SYTÈME

Aujourd'hui, ce sont des centaines de manifestants qui sont incarcérés pour délit d'opinion. Militants politiques et syndicaux, jeunes, jusqu'à des anciennes figures de la lutte pour l'indépendance, comme le moudjahid Lakhdar Bougeraa.

Le régime a ainsi décidé de passer à la vitesse supérieure, car il sait qu'inévitablement, tôt ou tard, il devra affronter les masses dans un face-à-face direct.

Le dernier acte notoire significatif que le régime de Gaïd Salah vient de prendre est la promulgation du décret présidentiel n°19-179 du 18 juin 2019 portant création, missions et organisation d'un service central de police judiciaire de la sécurité de l'armée. Ce décret d'une importance capitale, paru au *Journal officiel* n°40 de juin dernier, « remet en selle l'un des services les plus efficaces et les plus farouches s'agissant des infractions d'atteinte à la sûreté de l'Etat », selon *El Watan*. En clair, c'est la consolidation de l'état militaro-policière, avec le renforcement de la justice militaire, un pas de plus vers la dictature !!

En parallèle à sa politique répressive, Gaïd Salah ne dévie pas de sa ligne consistant à mettre en place les conditions d'un « dialogue » visant à instaurer une transition qui n'a d'autre objectif que de parvenir dans les plus brefs délais à une élection présidentielle. C'est le sens de toutes les gesticulations de Bensalah qui ne peuvent être couronnées de succès qu'avec la complicité et la participation des forces dites d'opposition (Forum civil pour le changement, Alternative démocratique, Conférence de la société civile vertébrée par la CSA).

LE TEMPS PRESSE : LE RÉGIME, AGENT DE L'IMPÉRIALISME, EST SOMMÉ DE METTRE EN ŒUVRE LES RÉFORMES VISANT À LIQUIDER LES ACQUIS DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE LA JEUNESSE

Avec une inflation galopante qui impacte directement le prolétariat, des réserves de change qui fondent comme neige au soleil, des recettes pétrolières qui se réduisent massivement du fait de la volatilité des cours du pétrole, l'économie algérienne est proche de la catastrophe.

Le ministre des Finances a annoncé récemment la baisse des réserves de change à 72,6 milliards de dollars à avril 2019, ce qui représente une baisse de 7,4 milliards en 4 mois (source : *El Watan* du 16 juillet 2019).

Selon l'expert international Abderrahmane Mebtoul, s'exprimant dans une tribune transmise à *El Watan*, « en cas de baisse drastique des réserves de change à 10/12 milliards de dollars, qui tiennent la cotation du dinar à plus de 70%, la Banque d'Algérie sera contrainte de dévaluer le dinar officiel à environ 200/220 DA pour un euro, avec une envolée du cours sur le marché parallèle qui fluctuera en fonction du taux d'inflation entre 300/400 DA pour un euro ». « Cela accélérera, écrit-il, le processus inflationniste. » En résultera, selon lui, « un très fort ralentissement de la croissance dès 2020 avec l'augmentation du taux de chômage ».

C'est cette perspective qui se profile pour l'économie algérienne avec toutes les conséquences pour le prolétariat en matière de chômage, d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat. C'est la misère qui se profile.

Aujourd'hui, il y a urgence pour le régime à mettre fin à la mobilisation des masses algériennes, pour mettre en œuvre les réformes exigées par le FMI et offrir des garanties à l'impérialisme.

Il lui faut mater le prolétariat à travers la répression qui s'amplifie contre les manifestants mais aussi directement contre les travailleurs.

L'exemple de l'entreprise nationale ENIEM, qui fabrique de l'électroménager, en est une illustration flagrante. Cette entreprise publique est aujourd'hui directement menacée de fermeture du fait du sabotage délibéré du pouvoir, refusant de renouveler les licences d'importations pour la matière d'oeuvre qui croupit dans le port d'Alger, bloquant tous les crédits à l'entreprise, de sorte que l'asphyxie programmée d'ENIEM a conduit à la mise en congé forcée des travailleurs, à Tizi-Ouzou notamment.

Le journal *l'Expression*, dont il n'est un secret pour personne qu'il est une des voix officielles de la bourgeoisie algérienne, indique dans son édition du 2 juillet :

« Il convient de noter que cette situation intervient après le débrayage observé par les travailleurs en mai dernier. En effet, des centaines d'ouvriers ont entamé une grève cyclique de trois jours chaque semaine paralysant la production, déjà ralentie depuis belle lurette. Les grévistes réclamaient des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions socioprofessionnelles. Pour les représentants de ces derniers, les hausses des prix, fréquentes, qui passent souvent sous silence, ont causé la dégradation des conditions de vie de leurs familles. »

Autre exemple, l'entreprise Sonelgaz, où un collectif s'est constitué à Tizi-Ouzou dénonçant la répression dont font l'objet des travailleurs abusivement licenciés (à Bouira), ainsi que les retenues sur salaires, dont les travailleurs ont fait l'objet pour fait de grève, et la privatisation de cette entreprise nationale.

Ils se sont constitués en collectif, avec les revendications suivantes :

- Pour le respect des libertés syndicales et du droit de grève.
- Non à la privatisation de la Sonelgaz.
- Non à la politique de répression et aux licenciements.
- Pour l'auto-organisation des travailleurs.

Le gouvernement Bedoui est déjà à l'œuvre dans la mise en place des attaques contre le prolétariat et ses acquis : réformes de la CNAS, de la Caisse Nationale des retraites, réformes des lois sur les hydrocarbures qui vont conduire à l'accentuation du pillage des ressources pétrolières et gazières pour le compte des trusts et de l'impérialisme.

De ce point de vue, tous ceux qui plaident ou ont plaidé un temps pour la mise en place d'un « gouvernement technique » dans le cadre de la « transition » sont des charlatans directement inféodés au pouvoir.

Il s'agit aujourd'hui de réunir les conditions politiques pour appliquer la totalité des contre-réformes que la situation exige du point de vue de la bourgeoisie.

C'est la raison pour laquelle le régime, et à sa tête la hiérarchie militaire, tout en s'engageant aujourd'hui de façon de plus en plus affirmée dans la répression, cherche à mettre en place des instances de dialogue afin de faire refluer la mobilisation des masses, avec l'objectif d'infliger une défaite décisive au prolétariat et à la jeunesse. Cela prend la forme de l'exigence que se tiennent des élections présidentielles dans le cadre de la constitution qui avait été taillée sur mesure à l'époque par le « bonaparte » Bouteflika.

Ce qui donne la force à ce régime totalement isolé dans la population de passer à la vitesse supérieure dans sa politique répressive, c'est la funeste politique de dialogue avec lui à laquelle s'associe, sous des formes diverses, l'arc des forces allant des soutiens habituels du régime aux organisations issues du mouvement ouvrier ainsi qu'aux directions des organisations syndicales !

IL FAUT LE DIRE HAUT ET FORT : AUCUN DIALOGUE ! ILS DOIVENT TOUS PARTIR ! TOUTES LES INITIATIVES POUR RÉTABLIR LE DIALOGUE CONSTITUENT UNE TRAHISON DES MASSES !

Quel qu'en soient les formes, toutes les initiatives de la société civile et des partis de « l'opposition » s'inscrivent clairement dans le sens d'une offre de service visant à remettre en selle le pouvoir et la hiérarchie militaire.

Dans un communiqué de la présidence, Bensalah indique : « *Le chef de l'Etat a pris connaissance du contenu de la communication faite, hier, 17 juillet 2019, par le Forum de la société civile pour le changement et considère qu'il s'agit d'un pas positif dans le sens de la concrétisation de la démarche proposée par l'Etat.* »

Il fait état de la proposition du Forum de la société civile pour le changement. La liste proposée par ce « forum » indique à elle seule en quoi consiste ce conglomerat et quels sont ses objectifs. Principalement composée d'anciens caciques du système, elle se situe dans le cadre d'un soutien ouvert et explicite au régime, à telle enseigne que certains ont déjà décliné la proposition, comme la moudjahida Jamila Bouhired qui indique : « *Je ne peux faire partie d'un groupe de personnes, dont certaines ont servi le pouvoir. Alors que des patriotes sont jetés en prison pour délit d'opinion, dont un officier de l'ALN, le frère Lakhdar Bougeraa, il ne peut y avoir de dialogue avec ceux qui nous menacent et nous accusent de trahison.* »

Mais qu'en est-il de la conférence vertébrée par la CSA ? Pour comprendre il suffit de reprendre les propos du nouveau coordinateur de la CSA, Lyes Merabet.

Selon le journal *Liberté* :

« *La Confédération des syndicats algériens (CSA) a pris la résolution d'opérer une "mutation", en tout cas momentanée, en passant des activités syndicales traditionnelles au rôle de "médiateur politique". C'est ce que nous a affirmé hier Lyes Merabet, président du Syndicat national des praticiens de la santé publique et fraîchement élu coordinateur de la CSA.*

Notre interlocuteur a soutenu, en effet, que "le dialogue politique est l'une des missions qu'il s'est assignées à réaliser au nom de la CSA, mais aussi de la dynamique de la société civile".

Il s'agit donc pour Lyes Merabet de transformer la CSA en « *médiateur politique* », en interlocuteur du régime, il s'agit de liquider la CSA en tant qu'organisation syndicale indépendante du pouvoir et de la bourgeoisie. Il s'est d'ailleurs dit honoré d'avoir été cité dans la liste des personnes retenues par le Forum de la société civile pour le changement !

Alors même que la classe ouvrière a construit la CSA en opposition à la direction de l'UGTA qui était la courroie de transmission du pouvoir, alors même qu'un mouvement historique a vu le jour au sein de l'UGTA pour la réappropriation du syndicat, afin de le mettre au service des revendications des travailleurs, Merabet tourne le dos à l'aspiration de milliers d'ouvriers et de salariés à disposer d'organisations de classe indépendantes du régime et de la bourgeoisie ; en poursuivant dans cette voie, Merabet s'apprête à donner un coup de poignard à la CSA mais aussi à la mobilisation pour en finir avec Gaïd Salah, son régime et la hiérarchie militaire !

Reste l'« *alternative démocratique* ». Alliance sans principe entre partis bourgeois et petits-bourgeois comme le RCD et le FFS avec des partis se réclamant du mouvement ouvrier, voire du trotskisme ou de la révolution (PST, PT, etc.), l'acte de naissance de cette coalition a été le renoncement au mot d'ordre de l'assemblée constituante souveraine dont certains se faisaient jadis les chantres, au profit d'un pacte « *proposant une transition démocratique à travers un processus constituant souverain,* ».

Derrière ce verbiage, il faut retenir que d'assemblée constituante il n'est plus question mais que, par contre, la voie est ouverte au dialogue, même si elle est assortie de conditions dont tout le monde sait qu'elles ne seront pas satisfaites par le pouvoir. C'est bien sûr à l'opposé de l'aspiration de la classe ouvrière et de la jeunesse. Poursuivre dans cette voie ne peut que conduire à l'impasse et, au final, à la défaite.

UNE PREMIÈRE EXIGENCE : RUPTURE DES ORGANISATIONS SE RÉCLAMANT DU MOUVEMENT OUVRIER AVEC TOUTES LES INITIATIVES VISANT À ÉTABLIR UN PONT AVEC LE POUVOIR !

La première exigence de la classe ouvrière et de la jeunesse, c'est d'en finir avec le système, avec le régime. Toutes les initiatives allant dans le sens du dialogue avec celui-ci constituent une trahison de la classe ouvrière et de la jeunesse. Les dirigeants des organisations se revendiquant de la classe ouvrière, syndicats et partis, doivent cesser de participer ou d'accompagner ces initiatives. Cela veut dire que la direction de la CSA doit quitter la conférence et en dénoncer toutes les initiatives ! Cela veut dire aussi que les partis et organisations se réclamant de l'émancipation des travailleurs, PST, PT et autres, doivent rompre le pacte mortifère qu'elles ont scellé avec les partis représentant la bourgeoisie et leurs supplétifs.

Ces organisations doivent tout faire pour réunir les conditions d'un front unique pour en finir avec le régime militaro-policié.

POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE

Parmi les revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse, il y a le mot d'ordre « *un état civil, pas d'état militaire.* »

Ce qui s'exprime à travers ce mot d'ordre, c'est l'aspiration à ce que s'exerce la souveraineté populaire pleine et entière, que soit garanties toutes les libertés démocratiques.

Cela doit se traduire par l'élection d'une assemblée nationale souveraine, qui doit se faire sous le contrôle des masses en lutte.

C'est d'ailleurs ce qu'exprime un étudiant quand il dit : « *c'est le peuple qui doit contrôler les élections* ».

Mais l'élection de cette assemblée va de pair avec la levée de toutes les entraves à l'exercice des libertés démocratiques (droit de manifester, de constituer ses partis et ses syndicats, liberté de la presse, liberté d'expression, etc.).

À la question : peut-t-on attendre d'AGS et de sa junte qu'ils garantissent ces libertés, quand ils multiplient les arrestations et condamnations arbitraires des militants, quand il font intervenir ses bandes armées au sein même des manifestations pour interdire aux manifestants de porter telle banderole ou tel drapeau ? La réponse est évidemment non !!!

À la question : l'assemblée nationale souveraine peut-elle être convoquée sous le contrôle de l'état militaro-policier ? La réponse est évidemment non !

La solution ne peut résider que dans la constitution d'un front uni des organisations ouvrières pour combattre et mettre à bas ce régime.

Elle réside aussi dans la centralisation de tous les éléments d'auto-organisation qui se constituent ou se sont constitués jusqu'alors. C'est la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier constituant un front unique, d'impulser partout ces éléments d'auto-organisation à travers la constitution de comités de travailleurs et de jeunes.

Ce sont ces comités qui seraient à même d'assurer le droit effectif de manifester, en expulsant des manifestations les forces de police.

Ce sont ces comités qui sont à même, dans les entreprises, de combattre les opérations de sabotage organisées par l'appareil d'état comme à ENIEM, etc.

C'est sous leur contrôle, et seulement sous ce contrôle, que peuvent avoir lieu des élections réellement libres à une Assemblée nationale souveraine.

Mais c'est aussi à travers la centralisation de ces comités, que pourra se poser la question d'un gouvernement des organisations ouvrières, seul à même de réaliser les tâches démocratiques et d'établir un plan d'action permettant de satisfaire les revendications du prolétariat et de la jeunesse.

Un plan d'action permettant d'en finir avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la production en fonction des besoins des masses, permettant de garantir l'ensemble des libertés démocratiques, d'assurer le droit au travail, etc.

CE POUR QUOI MILITENT LES CAMARADES REGROUPÉS AUTOUR DE « MAGHREB SOCIALISTE »

Les militants regroupés autour de « Maghreb socialiste » n'ont pas d'autres intérêts que ceux des masses en lutte contre le régime.

C'est pourquoi, ils militent :

- pour la chute du régime, la satisfaction de toutes les revendications démocratiques, en particulier l'élection d'une Assemblée nationale souveraine
- pour la satisfaction des revendications ouvrières, ce que seule permettra la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier en en finissant avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la production en fonction du besoin des masses
- immédiatement, pour l'unité des rangs ouvriers, le front unique des organisations ouvrières ouvrant sur la constitution d'une centrale ouvrière unique indépendante de l'État et de la bourgeoisie, et démocratique
- pour la constitution d'un véritable parti ouvrier
- en l'absence de ce dernier, aujourd'hui, pour un gouvernement des organisations syndicales.

Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact : maghrebsocialiste@free.fr

*

Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- N° ISSN : 0763790 X -- Imprimerie spéciale